



ACQUIS RÉALISÉS PAR TEBBOUNE

LA COALITION APPELLE À LES PRÉSERVER

Page 2

BAGAGES EN SOUTE ET EN CABINE

AIR ALGÉRIE LANCE UN NOUVEAU SERVICE

Page 16

ISSN : 1112-7449

MIDI



L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Libre

N° 5085 | Dimanche 25 août 2024 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

APRÈS LE CARBURANT

L'ALGÉRIE OFFRE 40 BOURSES AUX ÉTUDIANTS LIBANAIS

Page 16

DES BALTAGUIA MAROCAINS AGRESSENT L'AMBASSADEUR SAHRAOUI AUPRÈS DE L'UA

LORSQUE LE MAKHZEN S'INSPIRE DES SIONISTES

Page 5



LES CANDIDATS SE FOCALISENT SUR LES PRÉOCCUPATIONS CITOYENNES



LA CAMPAGNE ÉLECTORALE ATTEINT SON RYTHME DE CROISIÈRE

Page 3

■ **HASSANI CHERIF :**
« NOTRE PROBLÈME EST AVEC LE RÉGIME DU MAKHZEN »

Page 4

■ **ÉCONOMIE NATIONALE**
LES ENGAGEMENTS DE YUCEF AOUCHICHE

Page 4

■ **POUR UN ETAT FORT ET MODERNE**
SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Page 12

ACQUIS RÉALISÉS PAR TEBBOUNE

La coalition appelle à les préserver

Le président du Mouvement El-Bina, Abdelkader Bengrina poursuit sa campagne en faveur du candidat indépendant Abdelmadjid Tebboune dont il a loué notamment les performances réalisées pendant son premier mandat (2019-2024).

PAR RAHIMA RAHMOUNI

Bengrina a affirmé, dans ce registre, que le bilan du président sortant est inédit. « C'est la raison pour laquelle, nous avons fait le choix d'appeler à sa réélection pour parachever ce qui a été réalisé », a-t-il souligné lors d'un meeting populaire à Boufarik.

Se rendre massivement aux urnes

Devant ses partisans, Bengrina a indiqué que « les pas sûrs et audacieux franchis par l'Algérie ces dernières années, en dépit des agendas envieux et des tentatives de déstabilisation, nous placent devant un choix clair et évident durant la prochaine présidentielle, celui de soutenir les efforts de parachèvement du projet d'édification de l'Algérie nouvelle sous la direction de Tebboune ».

À cette occasion, il a appelé les citoyens à se rendre massivement aux urnes pour « participer à l'édification d'une Algérie qui est à même de réaliser les ambitions des nouvelles générations, notamment la préservation de la cohésion sociale ». Dans ce sillage, il a estimé nécessaire de « former un bloc national où fusionnent toutes les sensibilités partisans et politiques pour l'intérêt suprême de l'Algérie », relevant que le candidat indépendant Abdelmadjid Tebboune bénéficie d'un large soutien populaire grâce à son expérience qui l'habilite à diriger le pays et à poursuivre l'édification de l'Algérie nouvelle.

« Tebboune, c'est le meilleur choix »

Après avoir évoqué les principaux acquis réalisés lors du premier mandat présidentiel, tels que la prise en charge des zones d'ombres, la promotion de la place de l'Algérie à l'international et le



soutien aux causes justes dans le monde, Bengrina assure que le candidat Tebboune est porteur « davantage d'aspirations, dont l'amélioration du quotidien du citoyen « est sa préoccupation majeure ». Il a rappelé que son parti soutient le candidat Tebboune, car convaincu que « c'est le meilleur choix ». « Nous sommes aussi convaincu que c'est l'homme qui bénéficie d'un large soutien populaire grâce à ses réalisations dans l'édification de l'Algérie nouvelle », a-t-il affirmé.

Après Boufarik, le président d'El Bina s'est rendu dans la wilaya de Tizi Ouzou où il a effectué une sortie de proximité dans un marché communal à Draâ Ben Khedda. Dans ses échanges avec les commerçants, Bengrina a exprimé son satisfecit quand aux décisions sociales du président de la République en faveur de la préservation du pouvoir d'achat du citoyen, notamment l'augmentation des salaires, des allocations, et la régulation des prix, outre, les mesures relatives à la révision des statuts, l'instauration de l'allocation chômage et la régularisation des jeunes sous contrats de pré-emploi.

Tebboune est porteur d'une vision stratégique claire

Le Secrétaire général (SG) du Rassemblement national démocratique (RND), Mustapha Yahia a affirmé, ven-

dredi soir à Tougourt, que le candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune est porteur d'une vision stratégique claire pour la réalisation d'un développement global dans le sud du pays. Lors d'un meeting populaire animé au niveau de l'Institut national spécialisé de formation professionnelle « Hocine Merkhoufi », au 9^e jour de la campagne électorale, M. Yahia a souligné que le candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune porte dans son programme « une vision stratégique claire pour un développement global dans le sud », ce qui requiert, a-t-il dit, « de soutenir massivement ce projet national ambitieux pour renforcer le processus de développement dans le Sud et dans toutes les régions du pays ». « Le Sud bénéficie d'un intérêt particulier dans le programme du candidat indépendant, visant à réaliser une révolution économique et agricole dans la région et à en faire une locomotive de développement de l'économie nationale grâce aux potentialités et aux richesses considérables qu'elle recèle », a-t-il ajouté. Le SG du RND a en outre souligné que « les régions du Sud ont connu, lors du premier mandat du candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune, un bond remarquable en matière de développement dans divers domaines », à travers "de nombreuses

réformes, décisions et mesures efficaces, à l'instar du découpage administratif régional au Sud, qui a permis une relance et un développement équilibré notables dans ces régions ».

A cette occasion, M. Yahia a rappelé les acquis obtenus en matière de développement au cours du premier mandat présidentiel du candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune, ainsi que les efforts diplomatiques et les positions honorables de l'Algérie en faveur des questions palestinienne et sahraouie.

Il a également affirmé que sa formation politique soutient le candidat indépendant afin de parachever le processus de réformes et de préserver les acquis obtenus, appelant les citoyens à se rendre massivement aux urnes et à voter pour M. Abdelmadjid Tebboune le 7 septembre prochain.

Pour la poursuite des réformes engagées

Le président du Front El-Moustakbal, Fateh Boutbig, a souligné, vendredi à Bou-Saâda (M'sila) que le vote en faveur du candidat indépendant, Abdelmadjid Tebboune, lui permettra de poursuivre les réformes qu'il a engagées lors de son premier mandat. « Le soutien du peuple à Abdelmadjid Tebboune lui permettra de poursuivre les réformes et la transformation économique, ainsi que de bâtir une société harmonieuse », a déclaré Boutbig lors d'un meeting populaire organisé à la salle omnisports de Bou-Saâda au 9^{ème} jour de la campagne électorale de l'élection présidentielle du 7 septembre. Le président du Front El-Moustakbal a salué, à cette occasion, les réalisations du candidat indépendant Abdelmadjid Tebboune, lors de son premier mandat marqué, a-t-il ajouté, par « de nombreuses mesures au profit des différentes catégories de la société, notamment la révision des salaires et des pensions, l'institution de l'allocation chômage et la construction d'un front intérieur fort ». Boutbig a appelé les citoyens, au terme de son discours, à « se rendre en force aux urnes, le 7 septembre, et à soutenir le candidat indépendant Abdelmadjid Tebboune pour la poursuite du développement et le parachèvement de la construction de l'Algérie Nouvelle ».

R. R.

« Consolidons nos institutions », affirme Yahia

PAR CHAHINE ASTOUATI

Le secrétaire général du RND, Mustapha Yahia, a réaffirmé que le soutien de son parti à la candidature d'Abdelmadjid Tebboune n'est pas fortuit, mais découle des réalisations concrétisées durant son premier mandat. M. Yahia qui a animé, hier matin un meeting à Sétif, au 10^e jour de la campagne électorale, a cité particulièrement la préservation du caractère social de l'Etat, la lutte contre les vulnérabilités sociales, les augmentations salariales et l'instauration d'une allocation chômage.

Le SG du RND a énuméré un certain nombre de projets initiés par le Président sortant visant à diversifier l'économie nationale et l'extirper de la rente pétrolière, au travers du lancement des grands investissements industriels et agricoles, notamment dans le Sud. Pour Yahia le vote est un « devoir national et moral » pour consolider les institutions de la République, mais aussi pour barrer la route aux aventuriers qui veulent porter atteinte à la stabilité du pays. Dans ce sillage, il a rappelé « que notre pays traverse une période sensible et a besoin d'un homme en mesure de lui garantir la sérénité et

la stabilité ».

Instituer une classe politique forte

Pour ces raisons, l'orateur explique que le choix de soutenir le président Tebboune est dans l'intérêt de l'Algérie. Et de rappeler que Tebboune a toujours insisté, lors des conseils de ministres qu'il a présidés, sur la numérisation de l'administration pour plus de progrès et de transparence ainsi que sur l'importance de la promotion des ressources humaines pour pouvoir accompagner le processus de développement. Il a ajouté que la crédi-

bilité de l'Etat ne peut se faire sans des institutions solides et légitimes.

M. Yahia a appelé aussi à instituer une classe politique forte, insistant sur la promotion d'un dialogue serein et responsable porteur de résultats. Il a insisté sur le renforcement des prérogatives des élus locaux à travers la révision des codes communal et de wilaya, à même d'assurer la protection de ces derniers. Enfin, le responsable du RND a appelé à voter en force en faveur du candidat indépendant Tebboune, insistant sur la nécessité de contribuer au succès du rendez-vous électoral.

C. A.

LES CANDIDATS SE FOCALISENT SUR LES PRÉOCCUPATIONS CITOYENNES

La campagne électorale atteint son rythme de croisière

La campagne électorale pour les présidentielles prend une tournure significative. Les 3 candidats qui multiplient les sorties et meetings, harangent les foules autour de l'enjeu de la participation au scrutin du 7 septembre. Avec l'été caniculaire, ces derniers investissent la toile et les réseaux sociaux en mettant l'accent sur les changements à mettre en œuvre dans différents chantiers. Chacun espère convaincre l'électorat en tentant d'être proche des préoccupations et aspirations des électeurs

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

Depuis le début de la campagne, les candidats à l'élection du 7 septembre tentent de séduire les foules et en particulier les jeunes. Chacun y va de sa méthode. Abdelmadjid Tebboune qu'on affuble du sobriquet « *aâmi Tebboune* » se met en évidence lorsque les caméras sont braquées sur lui. Il résume son programme en quelques minutes et ne s'attarde pas sur les longues flâpées durant ses discours. Les vidéos You tube et le Face-book regorgent de courtes phrases d'un candidat qui veut briguer un deuxième mandat en renouve-



lant les appels à sa réélection. Disposent de forts nombreux soutiens et d'une direction de campagne discrète, le candidat Tebboune argue de « *la victoire du peuple* » et se focalise sur la fibre émotionnelle des algériens lorsqu'il s'agit de défendre les causes palestinienne et sahraouie. Mais les autres ne sont pas en reste puisque le candidat du MSP préfère le spectacle en live et s'égosille en longueur pour convaincre les électeurs. Utilisant un arabe châtié, le candidat Hassani sait d'emblée que les algériens ne sont tous rangés à la même enseigne alors dans des sa proximité, il tente de séduire par un discours allégé où il concentre ses argument sur le vote utile en tentant de promettre un changement radical. De son côté le candidat Aouchiche développe

apparemment une approche singulière de ces rivaux puisqu'il possède l'atout de sa jeunesse et de son franc parler qui mobilise quelques fois les citoyens malgré la chaleur d'été suffocante. Dans un récent meeting à Béjaïa, il n'a pas hésité à dénoncer « *les anciennes politiques* » qui ont failli à réaliser les aspirations des jeunes. « *Nous voulons impliquer les jeunes dans la gestion du pays* » a-t-il tonné lors du même meeting. Ses thèmes de prédilection sont ceux que le parti FFS a toujours défendus : la justice sociale, l'équité, les libertés publiques et la réforme institutionnelle. Mais pour séduire, il y a lieu de mobiliser ses troupes partout dans les villes et régions de l'Algérie profonde où il compte par sa proximité à un discours direct et sans

ambages. Pour l'autre candidat du MSP, le ton est différent du reste au point qu'il promet de « *créer 1 million de PME pour les jeunes* » et revoir le fonds de la Zakat. Se voulant direct, Hassani Chérif défend surtout les franges de jeunes les plus marginalisées dans la société, tentant dans ses discours de raviver l'espoir. Mais l'accent est mis particulièrement sur les étudiants, la réforme de l'éducation et l'université dont il promet une révision complète s'il est élu. Il est bien entendu que cette façon de courtiser l'électorat jeune reste le talon d'Achille des candidats qui espèrent que ce vivier électoral important puisse leur offrir le quitus pour la présidentielle de 2024. Mais pas que ça puisque dans l'ensemble

F.A.

Tous, pour une Algérie qui avance !

PAR IDIR AMMOUR

La campagne électorale se poursuit à un rythme soutenu. Les trois candidats à la présidentielle de 2024 en Algérie ont tous accéléré la cadence de leurs déplacements et leurs meetings. Conscients du challenge de ce rendez-vous historique, les candidats et leurs soutiens mettent les bouchées doubles face à l'immense espoir que suscite cette élection présidentielle. De Abdelmadjid Tebboune à Youcef Aouchiche, en passant par Abdelaali Hassani Cherif, les trois candidats à la présidentielle du 7 septembre prochain sont tous porteurs de programmes prometteurs de changement, notamment en ce qui concerne l'État et ses institutions. Les propositions incluent des réformes constitutionnelles et juridiques pour le système de gouvernement, des changements dans les collectivités locales et la réorganisation territoriale de l'État, des révisions des lois sur la commune et la wilaya, ainsi que l'intégration du concept de « structures régionales » en supprimant la daïra en tant que division administrative. Des propositions parmi tant d'autres provenant de trois personnalités représentant des courants idéologiques distincts et se démarquant sur un large éventail de sujets cruciaux pour l'avenir du pays. La campagne menée avec ferveur et espoir,

les trois candidats ont mobilisé leurs militants et alliés pour une campagne éclairée. Ils ont multiplié les apparitions publiques à travers le territoire national, neuf (09) jours durant, jusqu'à maintenant en attendant la suite de ce long périple. En effet, le candidat du MSP, Abdelaali Hassani Cherif, ne cache pas son espoir et enthousiasme quant aux résultats finaux de ce test électoral, lors de son passage au forum d'El Moudjahid. Le candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP) à la présidentielle du 7 septembre prochain, Abdelaali Hassani Cherif, se montre confiant. Il croit pouvoir se qualifier au second tour de cette compétition électorale, si « *le vote se déroule dans la transparence* ». Le candidat du MSP semble impressionné « *par des dizaines de citoyens qui nous accompagnent durant les sorties de proximité et les meetings populaires* ». Selon lui, « *nous ne sommes pas dans une scène formelle* ». « *Cette présidentielle constitue une occasion pour consacrer définitivement la transparence et le peuple comme source de la souveraineté* », lance-t-il. Revenant sur son programme, l'orateur juge qu'il offre « *une opportunité aux Algériens afin de permettre aux générations post-indépendance d'arriver enfin au pouvoir* ». Ce faisant, il précise que le succès de ce rendez-vous électoral dépend aussi du comportement de l'ad-

ministration qu'il appelle, d'ailleurs, « *à abandonner certaines pratiques qui ont prévalu par le passé* ». « *Une forte abstention constitue un danger pour le pays qui aura un président sans légitimité* », insiste-t-il, ajoutant que « *la cohésion nationale passe un fort engouement populaire autour du prochain Président* ». Le candidat du Front des forces socialistes (FFS), Youcef Aouchiche, quant à lui, la priorité a été donnée au terrain. Durant ces neuf jours de mobilisation, les militants ont tenu à aller au contact des habitants. Ils sont allés partout où nous ils ont pu aller, à un rythme soutenu puisque ils disposent de trois semaines. Tractage, collage, rencontres, tout a dû se faire d'une façon éclair, et le plus important était d'aller rencontrer les électeurs pour faire de la pédagogie, raconte un militant, qui précise que « *certaines habitants n'étaient pas au courant de la tenue des élections* ». Le candidat du Front des forces socialistes (FFS), Youcef Aouchiche, s'est rendu à Jijel pour tenir une activité de proximité au titre du 9^e jour de campagne électorale, suivi d'un meeting à Mila et un autre à Sétif. Le FFS compte organiser son dernier meeting le 3 septembre prochain à Bab El-Oued, d'où il avait entamé sa campagne le 15 août dernier. Il est revenu à Chlef au huitième jour de la campagne électorale sur les raisons ayant poussé sa formation

de prendre part à la présidentielle anticipée. Il a réitéré « *avoir choisi de participer à cette échéance pour redonner espoir aux Algériens* ». Le FFS a « *toujours pris ses responsabilités envers le peuple algérien et le pays* » et « *il le fait encore aujourd'hui* » en participant à cette échéance, qui intervient à un moment sensible où « *la mobilisation est le maître mot pour préserver le pays* », a-t-il dit. Présentant aux citoyens les grands axes de son programme électoral « *Vision pour demain* », notamment dans ses volets économique et social, M. Aouchiche a précisé que son programme « *propose des solutions réalistes aux problèmes pour redonner espoir aux citoyens, notamment les jeunes* ». Au volet social, il a indiqué que le programme du FFS « *repose sur le renforcement du pouvoir d'achat, notamment à travers l'augmentation du Salaire national minimum garanti (SNMG), la suppression de l'impôt sur le revenu global (IRG) pour les salaires de moins de 50.000 DA et le plafonnement du prix des produits alimentaires* ». Sur le plan économique, M. Aouchiche a estimé qu'il était temps de sortir de la politique de la rente, à travers la diversification de l'économie, s'engageant à « *prendre des mesures pour garantir la souveraineté alimentaire* ».

I.A.

HASSANI CHERIF :

« Notre problème est avec le régime du Makhzen »

Le candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP) à la présidentielle du 7 septembre prochain, Abdelaali Hassani Cherif, a abordé, lors de son meeting populaire tenu à Tlemcen, les relations algéro-marocaines, soulignant que « notre problème est avec le régime makhzaniste traître qui a conspiré contre nous historiquement », ajoutant que « les peuples marocain et algérien sont frères ».

ORAN

Intenses activités dans les permanences locales des candidats

Les permanences de campagne électorale des trois candidats à l'élection présidentielle du 7 septembre prochain se caractérisent à Oran par une dynamique et une activité intense, dans le cadre de la campagne électorale, qui a entamé sa deuxième semaine, a-t-on constaté. Durant le week-end, plusieurs rencontres de proximité ont été organisées par la permanence du candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune, à travers différentes communes, notamment à Aïn El Beïda centre, les cités 2.500 et 2.700 logements, dans la commune d'Es-Senia, au cours desquelles l'importance de voter massivement lors de l'élection présidentielle du 7 septembre a été soulignée.

Au cours de ces rencontres, le bilan des réalisations du candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune, lors de son premier mandat présidentiel, a été mis en avant et son programme électoral expliqué. De leur côté, les encadreurs de la permanence du candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP), M. Abdelali Hassani Cherif, ont organisé des rencontres de proximité dans différentes communes, dont la plus récente a eu lieu à la place « 1^{er} novembre » au centre-ville d'Oran, en plus d'autres rencontres de sensibilisation auprès des femmes au foyer et autres, dans le but de convaincre l'électorat à voter en faveur du candidat du parti. Pour leur part, les représentants locaux du candidat du Front des Forces Socialistes (FFS) M. Youcef Aouchiche ont organisé plusieurs activités et tenu des rencontres de proximité, depuis le début de la campagne électorale, pour expliquer le programme de leur candidat. Les responsables des permanences locales des trois candidats ont, par ailleurs, exprimé leur satisfaction quant aux conditions de déroulement de la campagne électorale pour la présidentielle du 7 septembre.

R. N.

PAR RACIM NIDHAL

Dans ce contexte, le candidat a souligné que l'alliance entre le Maroc et l'entité sionisme « constitue une menace pour la sécurité nationale » en raison de la « présence de l'entité sioniste aux frontières ouest du pays ».

Sur sa lancée, Hassani Cherif a relevé que « la propagation de la contrebande de drogue et de cocaïne vers l'Algérie est une menace sérieuse qui nécessite des plans spéciaux pour sécuriser la frontière ».

Dans son discours, il a fait remarquer que des forces extérieures complotent contre le pays, avertissant que les élections sont une occasion de s'attaquer au pays, affirmant que « le peuple algérien est conscient de l'ampleur de ces complots et réalise l'importance de préserver son indépendance et sa souveraineté nationale ».

Affirmant que sa participation au scrutin électoral se « veut un message à ceux qui suivent l'actualité politique de l'Algérie et découle de la conviction et de la conscience du parti de l'ampleur de la responsabilité et de la sensibilité de la conjoncture actuelle que traverse le pays », le candidat du MSP a insisté sur la nécessité de préserver le pluralisme et la démocratie, notant que « l'Algérie a été libérée par les efforts de tout son peuple » et qu'elle « sera construite et préservée par les efforts de tous ».

Sur un autre registre, il a indiqué que sa campagne électoral faisait l'objet d'attaques de la part de certains politiciens et médias, mais a fait remarquer que son « objectif était de servir le pays et non de contrarier une quelconque partie ».

Aussi, a-t-il renouvelé son appel aux citoyens à participer massivement au scrutin exhortant tout un chacun à « assumer ses responsabilités face aux défis



auxquels le pays est confronté », affirmant que « le prochain Président doit bénéficier de la légitimité du peuple ».

Lors de sa rencontre avec les habitants de la capitale de Zianides, Hassani Cherif a souligné que « la première défense de la patrie repose sur les constantes et la stabilité du tissu social ». D'autant, a-t-il ajouté, que « les positions de l'Algérie dérangent l'axe de la corruption et de la normalisation. Par ailleurs, Hassani Cherif a défendu, durant son rassemblement populaire, plusieurs thèmes inclus dans son programme électoral, notamment ceux liés à la stabilité sociale, à l'investissement. Le candidat du MSP devrait tenir cet après-midi un autre meeting populaire à Oran.

« Certains veulent profiter de la conjoncture pour nuire à l'Algérie »

Le candidat du Mouvement de la société pour la paix, Abdelaali Hassani Cherif, à l'élection présidentielle du 7 septembre, a estimé qu'il « est inconcevable qu'en 2024, les lobbies contrôlent encore les prix des moyens de subsistance des Algériens », affirmant que « c'est vrai que

notre vision est basée sur une économie libre mais sur une dimension sociale ».

S'exprimant, hier, lors d'un rassemblement populaire à Tlemcen, Hassani Cherif a mis en garde contre ceux qui veulent mettre à profit cette échéance électorale pour porter atteinte à l'Algérie.

Dans ce contexte, il a appelé à resserrer les rangs pour faire de cette élection une réussite et de l'Algérie un pays émergent, uni et souverain, jouant un rôle sur la scène régionale et internationale.

« Nous sommes conscients, en tant qu'Algériens et en tant que responsables politiques, des défis qui attendent notre pays et ces élections », a-t-il assuré dans son intervention soulignant que « cette échéance électorale intervient à un moment où le monde fait face à un conflit international de grande ampleur ».

Une référence à l'agression sioniste en terre palestinienne, outre les tensions au Liban, Libye, Soudan, Tchad, Niger et autres pays. Pour Hassani Cherif, cette « conjoncture nous interpelle et nous font ressentir l'importance des élections et de leur succès ». Il s'agit, a-t-il affirmé, d'une élection cruciale qui décidera du sort de la nation.

R. N.

ÉCONOMIE NATIONALE

Les engagements de Youcef Aouchiche

PAR RANIA NAILI

Le candidat du Front des forces socialistes (FFS) à la présidentielle du 7 septembre prochain, Youcef Aouchiche s'est engagé, vendredi depuis Jijel, à la restructuration de l'économie nationale en fonction des spécificités de chaque région du pays. Animant un meeting au centre-ville de Jijel au 9^e jour de la campagne électorale, Aouchiche a promis la restructuration de l'économie nationale à travers la création « de pôles industriels et agricoles » à même de mettre fin à la dépendance aux hydrocarbures. « Notre pays a tous les atouts pour construire une économie diversifiée et intégrée tenant compte des spécificités et des potentialités de chaque région », a ajouté Aouchiche. Evoquant le développement dans la wilaya de Jijel, le candidat a souligné que « plusieurs pays qui ne disposent pas d'atouts touristiques aussi importants que les nôtres ont réussi, grâce à l'investissement et à la bonne gestion, à ériger ce secteur en source principale de leurs recettes », s'engageant à « accompagner

les investisseurs dans le secteur de la pêche et à mettre un terme à la spéculation qui contribue à la flambée des prix des poissons ». Le candidat a présenté, par là-même, les grandes lignes de son programme électoral « Vision de demain » dédié, dans sa majorité, au volet social eu égard à l'importance qu'il accorde « à la protection des franges vulnérables et à la préservation du pouvoir d'achat des citoyens ». Pour ce faire, le candidat du parti FFS propose une batterie de mesures dont la révision de la grille des salaires, la création des allocations en faveur des catégories vulnérables, l'encouragement des projets d'investissement créateurs d'emploi dans différents secteurs tout en respectant les spécificités de chaque région.

Renforcer le caractère social de l'Etat

Le candidat du Front des forces socialistes (FFS) à la présidentielle du 7 septembre, Youcef Aouchiche a réaffirmé, vendredi à Mila, son engagement, s'il sera élu prési-

dent de la République, à renforcer le caractère social de l'Etat et à soutenir les catégories vulnérables. Dans une déclaration à la presse en marge d'une activité de proximité dans la wilaya de Mila, dans le cadre de la campagne électorale, Aouchiche a indiqué que son parti « est attaché au caractère social de l'Etat » et qu'il s'engagera, s'il est élu président de la République, à « renforcer les acquis sociaux réalisés et à soutenir les catégories vulnérables ». Il a précisé que son programme électoral « Vision de demain » comprend « un projet intégré porteur de solutions réalistes aux préoccupations du citoyen algérien, notamment au volet social », en citant notamment « la révision de la grille salariale et l'institution d'allocations et d'aides ». Le candidat du FFS a invité l'élite intellectuelle à s'impliquer dans le processus d'édification de l'Algérie, réitérant son appel aux citoyens à « participer massivement » à la présidentielle en vue de choisir le programme qu'ils jugent approprié.

R. N.

DES BALTAGUIA MAROCAINS AGRESSENT L'AMBASSADEUR SAHRAOUI AUPRÈS DE L'UA

Lorsque le Makhzen s'inspire des sionistes

Le Maroc, comme à son accoutumée, a tenté de s'opposer à la présence d'une délégation officielle sahraouie, lors de la session préparatoire de la TICAD, à Tokyo qui a été parrainée par le Japon. La suite, une bousculade, une bagarre et la honte pour le Maroc.

PAR KAHINA HAMMOUDI

En dépit de toutes les manœuvres orchestrées par le Maroc pour empêcher la participation de la RASD à la réunion des hauts fonctionnaires préparatoire à la Conférence ministérielle de la TICAD, tenue ce vendredi 23 août, la délégation sahraouie a pu prendre part aux travaux de cette dernière et ce, grâce à la mobilisation des pays amis et de la Commission de l'Union africaine, qui a imposé le respect des règles et procédures régissant les réunions des partenariats de l'Union africaine. Surpris et furieux par la présence de la délégation sahraouie à cette réunion, les représentants marocains se sont rués sur l'ambassadeur de la RASD, avec une rare violence, pour retirer la pancarte de son pays, mais sans succès. Choqués par cet acte d'agression, les participants ont majoritairement apporté leur soutien à l'ambassadeur de la RASD. De son côté, le co-président ambassadeur du Japon, en charge de la TICAD, s'est indigné face à cette manifestation de violence et rappelé que les différends politiques ne se règlent pas de cette façon par le recours à la force. Ayant perdu la face, la plupart des délégués marocains ont quitté la salle. Le diplomate responsable de l'agression a été expulsé de la salle, permettant ainsi aux travaux de se poursuivre dans le calme et la sérénité. A souligner que la délégation sahraouie avait participé jeudi 22 août à la réunion de concertation de la partie africaine précédant ladite réunion des hauts fonctionnaires. Ce qui était supposé être une réunion entre diplomates s'est alors transformée en une foire d'empoigne. Dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, on y voit le metteur en scène qui est l'ex-ambassadeur du Maroc à Addis Abeba, Mohamed Arrouchi, et son disciple, l'agresseur de l'ambassadeur sahraoui. La scène, surréaliste, s'est déroulée au milieu des protestations. « *Ayb alik* », honte à toi, a dit un participant à l'ambassadeur marocain.

Comportement de voyous des diplomates marocains

Le diplomate sahraoui avait, alors, qualifié cet acte « *de comportement de voyous de la part des diplomates marocains* ». Selon lui, il s'agit là « *d'une preuve manifeste de leur échec et de leur fuite en avant face à la lutte juste du peuple sahraoui et à la présence de la République sahraouie aux côtés de l'oc-*

cupant marocain dans de tels fora internationaux, en dépit de toutes les tentatives désespérées du Makhzen pour faire obstacle ».

Nouvelles tentatives de propagande marocaine

Sous le choc de la diffusion rapide de l'incident et de la vidéo et les dénégations des méthodes d'intimidation marocaines qui ont suivi, les médias marocains ont tenté de justifier cette attaque fondamentalement inacceptable. Les médias marocains se sont empressés de promouvoir de nouveaux mensonges dans lesquels ils affirmaient que la RASD n'avait pas été convoquée à la réunion de Tokyo et que l'ambassadeur sahraoui s'y était infiltré

Malainin Lakhal dénonce les pratiques marocaines

Le vice-représentant permanent de la RASD auprès de l'UA, Malainin Lakhal, explique à Horizons qu'après le scandale, la propagande marocaine tente de promouvoir l'idée que la délégation de la RASD s'est infiltrée dans la réunion et qu'elle n'est pas invitée à Tokyo. « *D'accord, si on suppose que l'ambassadeur sahraoui s'est infiltré hier (vendredi) que peut on dire, aujourd'hui (samedi) de la participation du ministre sahraoui des Affaires étrangères ? Est-ce qu'il s'est infiltré lui aussi ? Est-ce que les organisateurs japonais ne connaissent pas les diplomates sahraouis ?* », s'est-il demandé.

L'agression sauvage par un diplomate marocain contre la délégation sahraouie participant aux rencontres préparatoires des travaux de la réunion ministérielle de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) révèle l'état de désespoir du Maroc après son échec à faire exclure la République sahraouie des rencontres bilatérales dans le cadre du partenariat et de la coopération liant l'Union africaine (UA) à d'autres organisations et pays. Cette réunion s'inscrit dans le cadre des partenariats liant l'UA à différents acteurs internationaux, à l'image des partenariats que l'organisation continentale entretient avec la Ligue arabe, l'Union européenne et d'autres pays et regroupements régionaux. Le Maroc a tenté ces dernières années, et, encore plus, tout récemment, de rallier l'Union africaine à ses thèses et de faire adopter des décisions réduisant le nombre de pays africains participant aux réunions des partenariats afin d'exclure la République sahraouie. Il convient de rappeler ici que l'excès de zèle et l'ambition démesurée du Maroc l'ont amené à faire la promotion de purs mensonges, les présentant comme des victoires diplomatiques. Ce fut le cas lors de la réunion du Conseil exécutif des ministres des Affaires étrangères de l'UA, tenue en juillet dernier, dont les médias marocains, officiels et officieux, se sont servis comme

Des baltagua marocains participent à une réunion internationale

Selon lui, « *ceux qui sont censés être des diplomates marocains ont prouvé qu'ils sont de simples baltagua venus participer à une réunion internationale* ». Réitérant que « *tous les Etats africains ont le droit de participer à la réunion, Malainin Lakhal affirme que les diplomates marocains auteurs de l'attaque de vendredi ont «révélé le vrai visage du régime d'occupation marocain incapable de faire face à la réalité de l'existence de la RASD sur le plan continental et international* ». « *La participation de la RASD à la Conférence de du TICAD, aux réunions de partenariat de l'UA et l'UE et au partenariat de l'UA et la Ligue arabe sont un droit de la RASD en sa qualité d'État membre fondateur de l'Union africaine* », souligne-t-il. Il convient de noter que ce n'est pas la première fois que les diplomates marocains franchissent les limites et violent les normes et protocoles diplomatiques de base. La délégation marocaine, dirigée par son ministre des Affaires Étrangères à l'époque, avait précédemment agressé physiquement la délégation sahraouie à Maputo en 2018. De plus, l'ambassadeur marocain auprès de l'Union Africaine a attaqué verbalement la délégation sahraouie à Johannesburg en 2020, sans parler des agressions verbales et physiques similaires contre les diplomates sahraouis à New York, Genève et Bruxelles. De tels comportements sont

devenus caractéristiques des diplomates marocains sous le mandat du ministre Bourita.

Le régime marocain échoue à obliger l'UA à se soumettre à ses plans

Le diplomate sahraoui explique aussi que « *l'occupation marocaine, à travers des méthodes malhonnêtes et de pots-de-vin, a l'habitude d'entraver la participation de la RASD à de telles réunions. Mais ce régime échoue, à chaque fois, à obliger l'UA à se soumettre à ses plans et à ses diktats* ». Il rappelle que les médias marocains avaient prétendu, au mois de juillet dernier, que la RASD ne participerait pas à la TICAD. « *La participation sahraouie a démenti la propagande marocaine, ce qui a rendu furieux le diplomate et l'a conduit à agir de telle manière* », estime-t-il.

Les organisateurs japonais devenus plus prudents

La conduite des diplomates marocains a rendu plus prudents les organisateurs japonais. SPS rapporte, samedi, que l'ambassadeur de l'État du Maroc auprès de l'UA, qui a participé à « *l'attaque peu diplomatique et immorale contre l'ambassadeur sahraoui* », a assisté à la réunion ministérielle entouré de deux gardes japonais. Selon cette source, les gardes japonais semblaient surveiller le ministre marocain pour qu'il n'aille pas plus loin en gâchant la rencontre.

K.H.

L'état de désespoir du Maroc après son échec à faire exclure la partie sahraouie

tribune pour faire la publicité de décisions fictives que l'UA aurait prétendument adoptées concernant l'exclusion de la République sahraouie des réunions des partenariats. Mais la vérité a fini par éclater, révélant au grand jour les mensonges du Makhzen. De plus, tout au long de la période préparatoire de la réunion de Tokyo, le Maroc a tenté vainement de convaincre ses alliés africains et le pays hôte de ses thèses visant à exclure la République sahraouie, mais toutes ses tentatives ont lamentablement échoué et on peut qualifier la défaite essuyée par le Maroc d'humiliante quand on voit le ministre sahraoui des Affaires étrangères participer, avec les pleines prérogatives, aux côtés de ses homologues africains à cette réunion, voire bénéficier d'une protection personnelle assurée par le pays hôte, excédé par la diplomatie de voyous à laquelle se livre l'occupation marocaine. C'est un double revers cuisant pour le Maroc : le ministre sahraoui a non seulement participé à la réunion de Tokyo, mais il a aussi bénéficié d'une protection personnelle du pays hôte, qui, selon les allégations marocaines, ne reconnaît pas la République sahraouie. Ce qui ressort de la réunion de Tokyo et des précédentes expériences, c'est le tournant radical pris par la diplomatie marocaine, qui s'inspire désormais de l'occupation sioniste dans ses tentatives d'étouffer la lutte du peuple sahraoui pour l'exercice

de ses droits légitimes et inaliénables à l'indépendance et à l'autodétermination. N'ayant pas réussi à convaincre les différents acteurs, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du continent, de ses prétendues thèses, le Maroc a systématiquement recours à la violence et au comportement de voyous pour arriver à ses fins. Plusieurs conclusions peuvent être tirées de l'agression de l'ambassadeur sahraoui par le diplomate marocain à laquelle on a assisté hier : D'abord, qu'on ne saurait qualifier de tels individus de diplomates, mais plutôt de voyous. Ensuite, que cet incident est révélateur de l'état de désespoir dans lequel est plongée l'occupation marocaine, après avoir tenté vainement de faire accroire à un prétendu succès diplomatique via toutes les plateformes et tous les réseaux officiels et officieux. La troisième conclusion est que cet incident et ceux l'ayant précédé ne peuvent être qu'un des résultats du rapprochement entre le Maroc et l'entité sioniste, dont il s'inspire des expériences dans la répression, l'oppression et l'agression infligées au peuple palestinien par tous les moyens illégaux. Outre l'arrogance et le cynisme, la diplomatie marocaine a appris de l'occupation sioniste à ne respecter aucune ligne rouge, qu'elle soit diplomatique, politique, coutumière ou morale, et, surtout, que la fin justifie les moyens, fussent-ils les plus immondes.

APS

Accord entre Algérie Télécom et Ooredoo pour l'échange de services innovants

L'entreprise de télécommunications Algérie Télécom et l'opérateur de téléphonie mobile Ooredoo ont signé un accord portant sur l'échange de services innovants.



DÉVELOPPEMENT, MICRO-ENTREPRISES

Objectif : 8 start-up pour 10.000 personnes

DÉVELOPPEMENT, MICRO-ENTREPRISES

Objectif : 8 start-up pour 10.000 personnes

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Qualid, a affirmé mardi à Mila que l'objectif de son département ministériel est «de passer de 5 start-up pour 10.000 personnes actuellement à 8 start-up pour 10.000 personnes».

Dans son allocution à l'ouverture d'une journée d'étude organisée par le centre universitaire Abdelhafid-Boussouf sur «les start-up», le ministre a estimé que l'économie nationale avait besoin d'une nouvelle génération d'entrepreneurs qui jouissent de compétences et expériences dans divers domaines, affirmant : «notre objectif est de parvenir à 8 start-up pour 10.000 personnes». Le ministre a ajouté que l'augmentation du nombre de start-up "repose sur le principe de qualité" qui caractérise les nouvelles entreprises et société "non pas la logique quantitative «afin de générer de la richesse et des emplois. Il a également considéré que la signature par le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune de la loi sur l'auto-entrepreneur et de la loi complément l'ordonnance portant statut général de la fonction publique avec la disposition prévoyant l'octroi d'un congé aux fonctionnaires souhaitant créer des entreprises



constitue «une nouvelle évolution législative» qui encourage l'entrepreneuriat tout en garantissant l'aspect lié à la sécurité sociale et en facilitant l'intégration de l'environnement économique. Dans le même contexte, le ministre a indiqué que les services de son département recense actuellement plus de 1000 entreprises ayant obtenu le label de start-up sur un total de 4.000 entreprises enregistrées pour création. Il a également réaffirmé l'engagement à assurer l'accompagnement voulu pour ses entreprises par le biais d'incitations et avantages accordés à ce type d'entreprises et des dispositifs de soutien dont l'accélérateur de start-up, le fonds national de financement des start-

up outre les dispositions légales propres à ce type d'entreprises afin de leur offrir un environnement propice. Le ministre a invité les étudiants du centre universitaire de Mila à s'engager dans le domaine de start-up saluant à l'occasion la qualité de formation de l'université algérienne qui se caractérise par son innovation prouvée, a-t-il noté, et par les résultats honorables obtenus dans les concours scientifiques internationaux. Il a également affirmé la confiance placée par les autorités du pays dans les compétences nationales et leur encouragement à investir leur potentiel l'échelle nationale. Le ministre a assisté en compagnie du wali de Mila

Mustapha Koreich aux travaux de cette journée d'étude qui ont mis en lumière les aspects liés au «financement des start-up», «la définition d'une start-up» et «le rôle de la bourse d'Alger dans la consolidation de l'entrepreneuriat chez les jeunes : incitations et mécanismes». Le ministre a visité l'exposition tenue en marge de la rencontre et présentant des modèles de start-up de Mila et d'autres wilayas ainsi que le siège de l'incubateur d'affaires du centre universitaire insistant sur l'importance de son rôle dans l'orientation des étudiants vers la création de start-up qui «auront un impact économique et des clients garant de leur succès et de leur pérennité».

Le Haut-commissariat à la numérisation signe un mémorandum d'entente avec Huawei Telecommunications Algeria

Un mémorandum d'entente a été signé, mercredi à Alger, entre le Haut-commissariat à la numérisation et la société «Huawei Telecommunications Algeria», indique un communiqué du commissariat. Ce mémorandum a été signé par la Haut-commissaire à la numérisation avec rang de ministre, Mme Meriem Bemmouloud et le Président directeur général de la société «Huawei Telecommunications Algeria», M. Eason Yi, en présence de l'ambassadeur de la République populaire de Chine à Alger, M. Li Jian ainsi que du représentant du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. Cet accord vise à « renforcer la coopération, l'échange d'expertises, la formation et le développement des connaissances en matière de transition numérique », ajoute la même source.

Ooredoo souhaite « Assegwas Ameggaz » au peuple Algérien

A l'occasion du nouvel An Amazigh 2974, Ooredoo présente ses meilleurs vœux de bonheur, de santé et de prospérité à tous les Algériens et leur souhaite « Assegwas Ameggaz ». Ooredoo est fière de partager avec le peuple algérien la joie de cette fête séculaire qui coïncide avec le 12 janvier de chaque année et qui marque le premier jour de l'an berbère. Cette fête incarne les valeurs ancestrales de convivialité, de partage, de générosité, de solidarité, et confirme également l'attachement du peuple Algérien à sa culture et ses riches traditions à travers les différentes régions de l'Algérie. Dans son message de vœux, le Directeur Général de Ooredoo, M. Roni Tohme a déclaré : « Nous sommes ravis de célébrer avec le peuple Algérien le nouvel An Amazigh 2974. En cette heureuse occasion, j'adresse, en mon nom et au nom de tous les employés de Ooredoo, nos meilleurs vœux de santé et de prospérité aux Algériens. Cette célébration, qui coïncide avec le 12 janvier de chaque année, symbolise la richesse et la diversité culturelle Algérienne. » Entreprise citoyenne par excellence, Ooredoo se joint à la société algérienne en célébrant ses différentes

Accord entre Algérie Télécom et Ooredoo pour l'échange de services innovants

L'entreprise de télécommunications Algérie Télécom et l'opérateur de téléphonie mobile Ooredoo ont signé, mardi passé, un accord portant sur l'échange de services innovants.

«Acteurs incontournables dans le secteur des télécommunications en Algérie, Ooredoo et Algérie Télécom ont procédé, ce mardi, à la signature d'un protocole d'accord portant sur l'échange de services innovants entre les deux entreprises », indique un communiqué conjoint. Le protocole a été paraphé par le président-directeur général d'Algérie Télécom, Adel Bentoumi, et le directeur général d'Ooredoo Algérie, Roni Tohme, en présence des cadres managériaux des deux entreprises, lors d'une cérémonie organisée au niveau du siège d'Ooredoo à Alger. Cet accord qui « vient renforcer la coopération entre les deux parties dans le cadre du partenariat public-privé, vise à développer une approche collaborative solide et bénéfique, avec notamment l'intérêt commun



de faire valoir l'expertise de chacune des deux parties afin d'enrichir les solutions et services technologiques innovants proposés sur le marché algérien ». Il vise également à « renforcer davantage la coopération entre les deux entreprises et ouvre la voie vers la concrétisation de futurs projets, tout en consolidant leurs expertises dans le secteur des télécommunications », note le communiqué. A la faveur de ce protocole d'accord, Algérie Télécom et Ooredoo « s'engagent à mettre en œuvre un programme de partenariats fixant les termes et conditions de l'intervention de chacune des parties, notamment en termes de partage des prestations et des infrastructures entre les deux parties ».

Selon M. Bentoumi, cité dans le communiqué, « cette alliance stratégique avec Ooredoo marque un jalon essentiel pour Algérie Télécom ». « Notre engagement à consolider nos atouts et exploiter nos compétences respectives vise à offrir des services novateurs en phase avec les besoins du marché algérien », a-t-il mentionné, précisant que cette collaboration « s'inscrit pleinement dans la stratégie globale d'Algérie Télécom qui met l'accent sur l'innovation technologique et l'amélioration continue de la qualité de service ». « Elle illustre notre engagement commun à répondre de manière efficace aux attentes de nos clients dans un environnement télécoms en évolution constante », a-t-il affirmé. Pour sa part,

M. Tohme s'est dit « très honoré de conclure cet accord avec Algérie Telecom, leader historique du secteur des télécommunications en Algérie », assurant que cette démarche « s'inscrit en droite ligne avec notre vision quant au développement et la modernisation du marché Algérien des télécoms en perpétuelle évolution ». Il s'est dit, en outre, « persuadé que cet accord gagnant-gagnant constituera un réel tremplin vers une coopération solide, pérenne et fructueuse avec Algérie Télécom avec qui nous partageons une vision futuriste commune et renforcera certainement notre contribution continue au développement du secteur des télécommunications en Algérie ».

Le e-marketing dans les bibliothèques académiques en Algérie, thème d'un séminaire scientifique

Le «e-marketing dans les bibliothèques académiques en Algérie» a été le thème d'un séminaire scientifique organisé, mercredi par la Faculté des sciences humaines à l'Université d'Alger 2 «Abou El Kacem Saâdallah» à Bouzareah, et ce avec la participation d'enseignants et de chercheurs de différents établissements d'enseignement supérieur. A cette occasion, le recteur de l'Université d'Alger 2, le Professeur Salah Laboudi a souligné que son établissement «tend toujours à fournir un service public de

qualité au profit des étudiants et des chercheurs et œuvre à ouvrir de nouvelles perspectives, en adoptant le mécanisme du e-marketing comme moyen moderne utilisé pour vulgariser et promouvoir le produit académique». Pour lui, il importe à l'université de «rendre la production intellectuelle et cognitive disponible à quiconque désirant la consulter dans les meilleurs délais et à moindre coût, estimant que cela est possible grâce» aux techniques du e-marketing en adéquation avec la stratégie

de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique en matière de numérisation du secteur. De son côté, la présidente du séminaire, l'enseignante Amel Lamrous, a affirmé que cette rencontre avait pour objectif de «mettre la lumière sur le concept du e-marketing dans les établissements de prestation de services, assurer le savoir, les connaissances scientifiques et les idées aux professionnels dans les bibliothèques universitaires, en vue d'améliorer les stratégies de commercialisation»,

ainsi que «découvrir les possibilités du e-marketing pour satisfaire les aspirations des étudiants et des chercheurs». Ce séminaire a débattu plusieurs axes, dont «les concepts théoriques autour du e-marketing», «les mécanismes et les exigences du e-marketing dans les établissements de prestation de services non lucratifs», ainsi que la présentation d'"expériences nationales et étrangères pionnières dans le domaine du e-marketing dans les bibliothèques académiques.

Développement dans les TIC : l'Algérie 6^e en Afrique

Un classement a révélé que l'Algérie se hisse à la 6e place en Afrique en termes de développement dans les TIC. Le rapport intitulé «Measuring digital development: The ICT Development Index 2023» a étudié 169 pays à travers le monde en se basant sur 10 indicateurs. Le pourcentage d'internautes, la pénétration de la téléphonie mobile, le trafic internet à large bande

mobile (en gigaoctets par abonnement), le prix des données mobiles sont autant d'indicateurs utilisés. Les pays sont ensuite notés de 0 à 100 points pour chaque indicateur, avant de finir avec une note de 0 à 100 points, équivalente à la moyenne des indicateurs. En Afrique, le Maroc trône la première place avec une note de 85,1 points. Le pays voisin est suivi des Seychelles, de

l'Ile Maurice, de l'Afrique du Sud et de la Libye. L'Algérie se hisse à une confortable 6e place continentale avec 77,8 points (au-dessus de la moyenne mondiale). Une note qui lui permet de devancer des pays pourtant avancés dans le secteur, à l'image de la Tunisie, du Kenya ou encore l'Egypte. A noter par ailleurs que le score moyen de l'ensemble des pays étudiés est de 72,8 points. Avec un score

moyen des pays à faible revenu de 31,5 points, de 62 points pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, de 76,4 points pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et enfin de 90,1 points pour les pays à revenu élevé.

Classement des pays africains selon leur développement dans les TIC

En points :

- 1-Maroc (85,1)
- 2-Maurice (81,7)
- 3-Seychelles (80,9)
- 4-Afrique du Sud (80,5)
- 5-Libye (79,4)
- 6-Algérie (77,8)
- 7-Egypte (75,8)
- 8-Tunisie (75,4)
- 9-Botswana (74)
- 10-Gabon (72,9)
- 11-Eswatini (71,7)
- 12-Cap-Vert (68,1)
- 13-Namibie (68,1)
- 14-Sénégal (66,5)
- 15-Ghana (65,9)

OCTROI DU FONCIER INDUSTRIEL

La numérisation introduite

De nouvelles règles relatives à l'octroi du foncier industriel aux investisseurs nationaux et étrangers ont été adoptées. Elles sont contenues dans le décret exécutif fixant les conditions et les modalités de concession de gré à gré convertible en cession du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat destiné à la réalisation de projets d'investissement. Ce texte vient d'être publié dans le Journal officiel n°85. La nouveauté est l'introduction de la numérisation de l'octroi du foncier économique.

« **L**e foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat destiné à la réalisation de projets d'investissement constitué de terrains aménagés situés à l'intérieur des zones d'expansion et sites touristiques, des zones industrielles, des zones d'activités, des parcs technologiques, des périmètres des villes nouvelles, des autres terrains ainsi que des actifs résiduels des entreprises publiques dissoutes et des actifs excédentaires des entreprises publiques économiques, est octroyé par voie de concession de gré à gré convertible en cession pour une durée de trente trois (33) ans renouvelable, par décision de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI, ndlr) », stipule le texte. « Toute personne physique ou morale, nationale ou étrangère, résidente ou non résidente (...) porteuse d'un projet d'investissement, peut postuler au bénéfice d'une concession de gré à gré convertible en cession d'un bien immobilier relevant du domaine privé de l'Etat », dispose le décret.

Selon le texte, « le postulant doit introduire via la plate-forme numérique de l'investisseur gérée par l'Agence selon le processus suivant : une préinscription qui consiste à renseigner via la plate-forme numérique les rubriques concernant son projet d'investissement, à savoir : l'activité projetée ; la localisation et la superficie du bien immobilier ciblé ; le plan du financement (coût prévisionnel du projet, montant des apports personnels et le montant des crédits financiers) ; renseigner le formulaire comportant la fiche descriptive du projet. »

« Le prétraitement automatique des



données introduites par le postulant, lui permet d'être fixé sur l'éligibilité de son projet. Une fois éligible, le postulant confirme son choix et formalise l'enregistrement de sa demande contre une attestation de préinscription, générée par la plate-forme numérique de l'investisseur », précise le décret.

« Le traitement de la demande d'octroi du foncier économique s'effectue, de façon numérique, par le biais de la grille d'évaluation des projets (...) », indique le décret, et de préciser : « Sur la base des résultats du traitement (...), le projet d'investissement qui obtient le meilleur score selon la grille d'évaluation est retenu et une décision provisoire lui est établie ».

« Cette décision ne peut être invoquée pour prétendre à l'obtention d'un acte de concession », précise encore le décret, et d'ajouter que « la décision provisoire ne devient définitive qu'après expiration du délai du recours » prévu par la réglementation. « Les investisseurs non retenus sont informés au moment de l'établissement de la décision provisoire », indique la même source.

Selon le décret, tout postulant qui s'estime lésé peut adresser une réclamation à l'Agence nationale du foncier industriel qui vient d'être créée, elle aussi, par décret, par « tout moyen, et ce, à compter de la date de notification de la suite réservée à sa demande d'octroi de

la concession. » D'autres voies de recours sont prévues par ce décret : le postulant peut également saisir d'un recours la haute commission nationale des recours liés à l'investissement.

Le texte dispose que la concession est convertie en cession à la demande du concessionnaire, et ce, après : « achèvement effectif du projet conformément aux clauses et aux conditions du cahier des charges, l'obtention du certificat de conformité et son entrée en exploitation dûment constatée par les administrations et les organes habilités » ; « apurement de la situation hypothécaire grevant le droit réel immobilier résultant de l'octroi de la concession. »

Le ministère de la Poste et des Télécommunications se dote d'un nouveau site électronique

Le ministère de la Poste et des Télécommunications s'est doté d'un nouveau site électronique (www.mpt.gov.dz), a indiqué un communiqué du ministère.

Ce site « propose de nouveaux contenus en langues arabe, française et anglaise, destinés aux différentes catégories parmi les professionnels et les particuliers concernant les activités du secteur, ainsi que des informations riches sur les différents services qu'il offre », a précisé la même source. Le nouveau site web comprend également « les différentes statistiques et indicateurs du secteur de la Poste et des Télécommunications mis à jour régulièrement », selon la même source.

M'SILA

Le barrage vert, un projet environnemental à dimension économique

Le projet de réhabilitation et d'extension du barrage vert fait l'objet, dans la wilaya de M'sila, d'une attention toute particulière dès lors qu'il s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'Etat visant à lutter contre la désertification et la sécheresse et d'adapter les régions steppiques aux effets du changement climatique.



Le projet, dans la wilaya de M'sila, s'étend sur une superficie de plus de 433.000 hectares, englobant 36 communes, et représente 22,9% de la superficie totale de la wilaya du Hodna et 19,7% de la superficie du barrage vert à l'échelle nationale, selon le conservateur des forêts, Mohamed Ameur.

Dans le cadre de la concrétisation du plan d'action pour la réhabilitation, l'extension et l'aménagement du barrage vert, la wilaya a bénéficié, au titre de l'année 2023, d'un programme de 1,42 milliard de dinars incluant 36 communes.

Le projet, dont l'étude technique a été réalisée en 2014 par le Bureau national d'études pour le développement rural (Bneder), a été confié au Groupe génie rural (GGR) qui doit exécuter les travaux de réhabilitation et porter la superficie à 438.350 hectares "d'ici à 2035", a expliqué M. Ameur.

Selon ce responsable, le projet, mis en œuvre conformément à l'étude du Bneder, comporte différents axes, à savoir la réhabilitation et l'extension des zones forestières et la réhabilitation des terres agricoles et pastorales, où les opérations programmées ont été préparées et contrôlées en coordina-

tion avec les commissions locales sous la supervision des chefs de daïras, de la Conservation des forêts, du Haut-commissariat au développement de la steppe, les services agricoles et les citoyens à travers l'intégration des agriculteurs, des éleveurs et de divers secteurs concernés.

La concrétisation du projet du barrage vert mettra à contribution la Direction des services agricoles, en charge de l'ouverture et de la préparation des pistes agricoles, ainsi que de la plantation d'arbres fruitiers, le Haut-commissariat au développement des steppes, en charge de l'ouverture de pistes rurales, de la plantation pastorale et de la préparation du barrage de dérivation.

Le projet d'aménagement et d'extension du barrage vert sera concrétisé sur le terrain par des plantations forestières sur 46 hectares, et la mise en terre d'une ceinture verte sur 17 hectares, en plus de 10 hectares plantés d'arbres fruitiers.

Objectifs environnementaux et impact économique

La même source a souligné l'importance du projet pour atteindre les

objectifs de développement durable, à même d'assurer un environnement propice à la création de richesses pour la croissance économique, la sécurité alimentaire et la stabilité sociale en réduisant la dégradation des terres et l'avancée du sable.

Pour cela, les efforts tendront vers des «plantations économiques résistantes à la sécheresse» au profit des populations riveraines du projet, vers la stabilisation du sol et l'extension du couvert végétal. La même source a évoqué, dans ce contexte, la possibilité de bénéficier, dans la foulée du projet, de fruits et de fourrages pour le bétail, tout en contribuant à la création d'emplois permanents et temporaires.

M. Ameur a décrit le projet comme «la plus grande réalisation destinée à lutter contre la désertification en Algérie, et même au niveau régional, depuis son démarrage dans les années 1970 par les éléments de l'Armée nationale populaire dans le but de créer une ceinture verte s'étendant sur 3 millions d'hectares, d'une longueur de 1.500 km et une largeur d'environ 50 km, couvrant l'espace steppique, les Hauts-Plateaux et une partie de l'Atlas saharien».

TLEMCCEN

Lancement d'un projet pour la protection et la valorisation du figuier de barbarie

L'Association de la protection et la promotion de l'environnement à Tlemcen a lancé, jeudi au niveau de son siège, le projet «Cactures» pour la protection et la valorisation du figuier de barbarie. Le SG de cette Association, Boudia Mustapha, a indiqué dans son allocution à cette occasion, que le projet est réalisé dans le cadre du programme de développement des Nations unies en Algérie, financé par le Fonds international pour l'environnement, et durera 24 mois. Ce projet est réparti sur trois étapes, la première concerne les études et les expérimentations pour identifier les insectes nuisibles au figuier de barbarie, notamment le coccidae, a-t-il fait savoir, ajoutant que l'équipe de recherche comporte des chercheurs de l'université de Tlemcen et des membres de la Direction des services agricoles et de la Chambre de l'agriculture, ainsi que de la Conservation des forêts, du parc national de Tlemcen, de l'Institut national de la protection des végétaux et de la Station régionale des recherches environnementales. La seconde étape, consiste à réaliser une pépinière pour la plantation du figuier de barbarie, résistantes au coccidae, afin de distribuer les arbustes à ceux qui désirent les planter. Dans la troisième étape, l'Association organisera des opérations de sensibilisation au profit des agriculteurs pour faire connaître les dangers des coccidae et les techniques de lutter contre cet insecte. Ce projet vise, selon la même source, à participer à la valorisation du figuier de barbarie dans la wilaya de Tlemcen et sa protection des maladies et des insectes, en trouvant des solutions, via des recherches et des expérimentations, en collaboration avec l'université de Tlemcen.

EL-MÉNIAÂ

Un pôle agricole spécialisé en production de la betterave sucrière

Une délégation du ministère de l'Agriculture et Développement rural (MADR) vient d'achever une visite de travail à El-Méniaâ, au cours de laquelle elle s'est enquis des opportunités d'investissement dans le secteur agricole, en prévision de la création d'un pôle spécialisé en production de la betterave sucrière, a-t-on appris jeudi des membres de cette délégation ministérielle. S'exprimant à l'issue de cette visite, le directeur du foncier agricole et de la mise en valeur des terres au MADR, Wahid Tefiani, a indiqué à l'APS que «cette tournée qui intervient en application des directives du ministre du secteur, a pour objectif de s'enquérir des opportunités d'investissement dans le secteur agricole, notamment les périmètres agricoles consacrés aux cultures stratégiques et ce, en prévision de la création d'un pôle agricole spécialisé

en production de la betterave sucrière». L'opération d'attribution du foncier agricole destiné à accueillir ce projet prometteur, au profit d'un opérateur économique qualifié, se fera via la plateforme numérique de l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (Odas) qui prévoit, à ce titre, la création de nouveaux périmètres agricoles à travers des wilayas du sud et du grand sud du pays, au titre de son 4e portefeuille foncier, a-t-il souligné.

«Ces visites de terrain effectuées par les membres de la délégation, en compagnie des représentants locaux du secteur et des investisseurs, vont permettre de contribuer à l'élaboration d'une feuille de route portant sur l'exploitation optimale du potentiel existant et la concrétisation de ce futur pôle agricole». De son côté, le directeur général de l'Odas Djoudi

Guenounne, a fait savoir que 19.000 hectares sont destinés aux cultures stratégiques à El-Méniaâ, dont une surface importante sera réservée à la production de la betterave sucrière. Et d'ajouter que ses services s'emploient à mobiliser tous les moyens nécessaires pour assurer l'accompagnement des porteurs de projets désireux de s'investir dans les filières agricoles stratégiques. La délégation ministérielle a, à cette occasion, entendu un exposé de la Direction locale des services agricoles (DSA) sur la situation actuelle du foncier agricole attribué, exploité et l'opération d'assainissement, ainsi que le bilan des réalisations du secteur. Lors de cette tournée de deux jours, la délégation s'est également enquis des investissements agricoles dans la région, à l'instar d'une exploitation située dans la commune de Hassi-Lefhal (155 km nord

d'El-Méniaâ), qui avait enregistré, au cours des dernières années, des résultats «encourageants» en termes de production de la betterave sucrière sur une superficie de huit hectares.

Les membres de la délégation, composée, notamment, de directeurs centraux et généraux, ont été unanimes quant à la convergence des points de vue avec les autorités de wilaya et les différents acteurs du secteur de l'agriculture, sur l'importance de la réalisation de ce projet susceptible de créer de la valeur ajoutée dans cette wilaya où l'ensemble des conditions favorables sont réunies.

La délégation ministérielle a tenu, auparavant, une réunion élargie, présidée par le chef de l'exécutif local, Benmalek Mokhtar, en présence des représentants de différents institutions et services relevant du secteur de l'agriculture.

POUR UN ETAT FORT ET MODERNE

Soutien au développement économique

Les animateurs de la campagne électorale pour la présidentielle du 7 septembre ont appelé, vendredi, à soutenir le développement économique du pays, en investissant dans la ressource humaine afin d'instaurer un Etat fort et moderne.

A cet égard, le candidat du Front des forces socialistes (FFS), M. Youcef Aouchiche, a suggéré à partir des wilayas de Jijel et Mila, au 9^e jour de la campagne électorale, de « restructurer l'économie nationale en fonction des spécificités de chaque région » du pays et ce, à travers la création « de pôles industriels et agricoles » pour « mettre fin à la dépendance aux hydrocarbures ». Il a ainsi estimé que l'Algérie dispose de « tout le potentiel nécessaire pour construire une économie diversifiée et intégrée ». Citant l'exemple de la wilaya de Jijel, il a fait observer que « plusieurs pays ne disposant pas d'atouts touristiques aussi importants que les nôtres, ont réussi, grâce à l'investissement et à la bonne gestion, à faire du tourisme une source principale de leurs recettes ». Par ailleurs, le candidat du FFS s'est engagé à « accompagner les investisseurs dans le secteur de la pêche et à mettre un terme à la spéculation pour lutter contre la flambée des prix du poisson sur le marché national ». Evoquant les grandes lignes de son programme électoral « Vision de demain », M. Aouchiche a réitéré la priorité accordée « à la préservation du pouvoir d'achat », proposant une multitude de mesures, dont la révision de la grille des salaires et l'encouragement des projets d'investissement, créateurs de richesses et

d'emploi. A Ain Defla, Chlef, Relizane et Mostaganem où il a effectué des activités de proximité à la rencontre des citoyens, M. Brahim Merad, directeur de campagne du candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune, a relevé que « la politique de M. Abdelmadjid Tebboune s'appuiera, s'il sera réélu pour un second mandat, sur le soutien à l'économie pour instaurer un Etat moderne à la hauteur des attentes des citoyens ». Il a ajouté que le programme électoral du candidat indépendant « comporte la révision du découpage administratif, de manière à créer de nouvelles wilayas pour rapprocher le citoyen du centre de décision ». Merad a indiqué que le citoyen est l'axe principal au programme de M. Abdelmadjid Tebboune, qui connaît ses préoccupations et ses problèmes à travers toutes les régions du pays, appelant les citoyens à se mobiliser et à se rassembler autour du candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune et à aller en force aux urnes le 7 septembre prochain. Le président du Mouvement El-Bina, Abdelkader Bengrina, a appelé depuis Djelfa, à participer massivement au vote et à choisir M. Abdelmadjid Tebboune pour poursuivre l'édification de l'Algérie nouvelle. Il en est de même pour le président du Front El-Moustakbal, Fateh Boutbig qui a appelé à partir de Boussaâda (M'sila) à voter en faveur du candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune pour parachever les réformes entamées durant le premier mandat présidentiel. De son côté, le président du parti El Fadjr El Djadid, Tahar Benbaïbeche, a estimé à Skikda, que le programme du candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune, est « le

meilleur pour préserver la stabilité du pays et assurer son progrès ». Pour sa part, le candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abdelaali Hassani Cherif, a axé son intervention dans les wilayas de Naâma et Bechar sur le développement des régions frontalières, ce qui constitue, selon lui, « un facteur essentiel pour le maintien de la stabilité sociale ». Il a détaillé à ce sujet que la protection des frontières est « une responsabilité collective, exigeant l'adhésion du peuple autour de son armée ». Il a également appelé le peuple algérien « à faire preuve de conscience et de responsabilité » pour « déjouer les plans ignobles visant à inonder le pays de drogue pour porter atteinte à l'économie et à la stabilité sociale du pays ». Le candidat du MSP a expliqué que l'objectif de son projet politique, fondé sur « une évaluation et un diagnostic précis de la réalité économique et sociale » était de « combler les lacunes et de relancer les projets agricoles, industriels et touristiques, en investissant dans la ressource humaine pour mieux répondre aux aspirations de la population dans tout le pays, sans omettre l'importance d'une répartition équitable de la richesse », à travers l'éradication de la bureaucratie, du népotisme et de l'abus administratif. Hassani Cherif s'est engagé, en outre, à accorder « toutes les facilités aux membres de la communauté nationale à l'étranger pour les associer à la vie publique », rappelant que la prochaine présidentielle intervient « dans une conjoncture délicate ». Il a aussi incité les citoyens à se rendre massivement aux urnes pour « mettre en échec les plans hostiles à l'Algérie ».

ENERGIE, COOPÉRATION ALGÉRO-ALLEMANDE

Renforcer le partenariat dans les nouveaux domaines de l'énergie

Les responsables du secteur de l'énergie en Algérie et en Allemagne ont mis en avant, mardi à Alger lors des travaux de la 4^e session de la Journée algéro-allemande de l'énergie, l'impératif de poursuivre les efforts pour développer le partenariat entre les deux pays dans les nouveaux champs de l'énergie à l'instar de l'hydrogène vert.

Intervenant lors des travaux de cette journée placée sous le thème « Ensemble vers de nouvelles solutions pour une énergie durable », le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a fait part de la volonté du gouvernement algérien de consolider ce partenariat notamment par les négociations de haut niveau, entamées en 2021, indiquant que le thème choisi pour la 4^e session « reflète l'intérêt accordé par les deux Etats pour la mise en place d'une

région commune de développement et d'épanouissement, basée sur la sécurisation de l'énergie et de ses approvisionnements, mais également le développement socioéconomique et la protection de l'environnement ».

A ce propos, M. Arkab a passé en revue les grandes potentialités que recèlent l'Algérie en matière d'énergie solaire, invitant les investisseurs allemands à adhérer au programme de développement de cette énergie renouvelable visant aussi bien à « accélérer la transition énergétique qu'à mettre à disposition des quantités supplémentaires de gaz à destiner vers l'exportation ».

« L'Algérie est aujourd'hui considérée comme un fournisseur de gaz sûr et fiable, disposant d'atouts qui lui permettent de s'ériger demain en fournisseur d'électricité fiable et hautement qualifié », a-t-il assuré, expliquant que

les capacités de production nationale dépassent actuellement 25.000 MW, avec une moyenne de consommation effective de 12.000 MW. Il est possible d'« offrir une quantité quotidienne d'environ 10.000 MW sur le marché régional ».

Et d'ajouter que l'Algérie ambitionne de développer une large infrastructure de transport d'électricité la reliant à la rive nord de la Méditerranée, en ce sens qu'une étude devrait être relancée pour la réalisation du gazoduc Galsi Algérie-Sardaigne, de manière à pouvoir exporter l'hydrogène à l'avenir vers l'Europe et notamment vers l'Allemagne.

Plus explicite, il a mis en relief les grands atouts disponibles en Algérie en matière de développement de l'hydrogène, lui permettant de jouer un rôle efficace aux plans régional et international.

TEXTSTYLE EXPO

Une opportunité d'accéder aux marchés internationaux

Les entreprises algériennes participant à la 5^e édition du Salon international du textile, habillement, cuir et équipement «TexStyle Expo», tendent à faire connaître et promouvoir leurs produits afin d'augmenter leur part dans le marché local et accéder aux marchés internationaux avec les incitations et les avantages attribués par l'Etat aux investisseurs, alors que les entreprises étrangères participant à cet événement ont exprimé leur volonté de lancer des partenariats en Algérie. Lors de cette manifestation, dont les travaux ont débuté lundi et se poursuivront jusqu'à mercredi, au Centre international des conférences (CIC), Abdellatif Rahal (Alger), certaines entreprises exposantes ont fait part de leur optimisme quant à la capacité du produit national à concurrencer les produits étrangers, notamment dans les domaines du textile et du cuir, et concernant le rapport qualité-prix, ce qui lui permettra d'investir les nouveaux marchés internationaux conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Parmi les entreprises qui tendent à réaliser cet objectif, figure l'entreprise «Tapino», spécialisée dans la production des tapis. Selon son P-dg, Bendimerad Zakaria, la participation à ce salon constitue une opportunité pour faire la promotion des produits de la société, notamment au plan international, et établir des contacts avec les entreprises étrangères pionnières dans ce domaine. Saluant les avantages attribués par le Gouvernement algérien aux investisseurs algériens pour accéder aux marchés internationaux, le même responsable a affirmé que « le produit algérien peut être compétitif au niveau international de par son rapport qualité-prix ».

Dans sa première participation à ce salon, Meghni Hocine, responsable commercial de la marque «Numidia», spécialisée dans le cuir, a estimé que « c'est l'occasion pour les entreprises algériennes de prouver leur mérite et leur capacité à conquérir les marchés internationaux à la lumière des nouvelles orientations du Gouvernement algérien ». M. Meghni a indiqué que son entreprise tend à « investir le monde de l'export et même à concurrencer les marques mondiales, d'autant que l'Algérie propose des produits de qualité conçus par des artisans qualifiés ».

De son côté, la représentante d'une entreprise spécialisée dans le cuir (TM Maroquinerie), Ouardia Tarmoul a affirmé que son entreprise visait à travers sa participation à ce Salon, « la promotion de ses produits à l'intérieur du pays et la conquête de marchés à l'international », saluant à cette occasion les mesures prises par le Gouvernement pour encourager les producteurs et les exportateurs. Plusieurs représentants d'entreprises spécialisées dans la confection de matelas et literie, d'uniformes et de combinaisons pour les professionnels à l'instar de Jaztex, Tassili et Fondia ont émis le souhait d'élargir leurs activités à travers cette manifestation économique, et de conquérir les marchés internationaux. De nombreux représentants d'entreprises russes et turques ont, de leur côté, fait part de leur intention de connaître mieux le marché algérien en vue de conclure des partenariats à l'avenir.

L'ETHIOPIE

Les autorités se préparent à fournir une aide humanitaire à 6,6 millions de personnes



Les autorités éthiopiennes se préparent à travailler avec leurs partenaires pour fournir une aide humanitaire à 6,6 millions de personnes au cours des trois prochains mois, a déclaré vendredi Shiferaw Tekle Mariam, chef de la Commission éthiopienne chargée de la gestion des risques, lors d'un point de presse à Addis-Abeba, a rapporté l'agence de presse ENA.

« Malgré d'importantes contraintes financières et des problèmes d'organisation, le gouvernement éthiopien

et les agences humanitaires redoublent d'efforts pour sauver des vies dans les zones les plus touchées », a indiqué M. Tekle Mariam, cité par l'agence. « Au cours des trois prochains mois, 6,6 millions de personnes devront être aidées avec l'aide d'organisations caritatives ». Cette situation est due à la succession de périodes climatiques extrêmes qui affectent la vie de nombreuses personnes, sécheresse et inondations, auxquelles s'ajoutent les conflits armés. Selon Shiferaw Tekle Mariam, le gouvernement éthiopien a récemment fourni une aide humanitaire d'une valeur de 15 milliards de birrs (environ 250 millions de dollars) rien qu'à la population. Plus tôt, la Commission éthiopienne chargée de la gestion des risques a indiqué que le gouvernement éthiopien avait aidé 7,3 millions de personnes entre juillet et

décembre 2023, tandis que le Programme alimentaire mondial (PAM) et Catholic Charities ont aidé 6,5 millions de personnes supplémentaires depuis la mi-décembre. Auparavant, les autorités de l'Etat du Tigré avaient annoncé la menace d'une crise humanitaire due à la sécheresse. Selon elles, la crise à venir pourrait atteindre l'ampleur de la tragédie qu'a connue l'Ethiopie entre 1984 et 1985 et qui a coûté la vie à de nombreuses personnes. Au cours du mois dernier, la sécheresse qui a sévi dans le seul district d'Abergele-Yechila, dans l'Etat du Tigré, a tué près de 400 personnes et 297 sont dans un état critique. Plus de 2 millions de personnes dans le Tigré sont maintenant confrontées à de graves pénuries alimentaires.

R. I. / Agences

SITUATION ENTRE LA SOMALIE ET L'ETHIOPIE

Le président djiboutien convoque un sommet

Le président de la République de Djibouti, Ismaïl Omar Guelleh, président de l'Organisation intergouvernementale pour le développement (Igad), a annoncé la convocation d'un sommet d'urgence de l'association régionale sur la situation entre l'Ethiopie et la Somalie, a indiqué un communiqué de presse du ministère djiboutien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale diffusé en ligne. Le sommet se tiendra le 18 janvier à Kampala, la capitale de l'Ouganda. Le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale souhaite la bienvenue aux

membres de l'Igad et au secrétariat de l'Igad à Djibouti et a l'honneur d'informer que le président de la République de Djibouti, Ismail Omar Guelleh, président de l'Igad, a annoncé la convocation d'un sommet extraordinaire de l'association régionale sur la situation entre l'Ethiopie et la Somalie », a souligné le communiqué de presse.

Le 1er janvier 2024, le premier ministre éthiopien Abiy Ahmed et le président de la République autoproclamée du Somaliland, Muse Bihi Abdi, ont conclu un mémorandum d'entente visant à garantir l'accès de l'Ethiopie

aux ports maritimes. Selon le journal éthiopien Addis Standard, le Somaliland a donné à l'Ethiopie la possibilité d'établir une base navale sur son territoire en échange de sa reconnaissance en tant qu'Etat souverain.

En septembre, le Somaliland, qui a déclaré unilatéralement sa souveraineté au printemps 1991, a déclaré qu'elle ne discuterait pas d'une unification avec la Somalie. Les autorités somaliennes ont déclaré qu'elles avaient l'intention de contester le mémorandum qui, selon elles, viole la souveraineté du pays. Une série de

manifestations de masse ont eu lieu à Mogadiscio, la capitale de la Somalie, pour condamner le mémorandum. Les autorités éthiopiennes insistent sur le fait que le mémorandum conclu avec le Somaliland ne viole aucune loi. Dans une déclaration, Addis-Abeba « ne prétend pas reconnaître la République autoproclamée, mais procédera à une évaluation approfondie afin d'élaborer une position sur les efforts déployés par le Somaliland pour obtenir une reconnaissance internationale ».

R. I. / Agences

NIGERIA

La Cour suprême rejette les contestations contre l'élection des gouverneurs

La Cour suprême du Nigeria a rejeté vendredi une série de recours contre les résultats des élections des gouverneurs en mars 2024, rapportent des médias. La Cour suprême du pays a statué en faveur de cinq gouverneurs de partis de l'opposition -dont l'un des principaux, le Parti démocratique populaire (PDP) dans trois Etats-, et en faveur de trois gouverneurs appartenant au parti du président Bola Ahmed Tinubu, le Congrès des progressistes (APC).

Dans l'Etat de Kano dans le nord du Nigeria, le gouverneur du Nouveau parti populaire du Nigeria (NNPP), Abba Kabir Yusuf, a été rétabli dans ses fonctions après que la Cour suprême a annulé le verdict d'un tribunal de première instance.

Les forces armées neutralisent plus de 80 terroristes

Les forces gouvernementales nigérianes ont neutralisé 86 terroristes au cours de la semaine dernière et en ont capturé 101 autres au cours d'opérations menées dans tout le pays, ont rapporté vendredi des médias citant des sources militaires.

Le général de division Edward Buba, directeur des relations avec les médias au ministère nigérian de la Défense, a indiqué que « l'effort principal a été centré sur les frappes aériennes sur les bases des terroristes où ils passaient l'hiver ». « 111 armes, dont des fusils d'assaut, ont été saisies et plus de 20 otages détenus par les terroristes ont été libérés », a-t-il été cité par le Nigerian Daily Post. Par ailleurs, d'autres médias ont rapporté que « les terroristes ont tué jeudi neuf villageois lors d'une attaque contre un village de l'Etat de Katsina, dans le nord du pays ».

R. I. / Agences

COMPÉTITIONS AFRICAINES INTERCLUBS

Le CRB et le CSC à 90 minutes du prochain tour

Le CR Belouizdad et le CS Constantine, représentants algériens respectivement en Ligue des champions et en Coupe de la Confédération africaine, tenteront de confirmer leur net succès décroché au match aller du 1er tour préliminaire des deux compétitions, à l'occasion de la seconde manche prévue samedi et dimanche.

Facile vainqueur dimanche à Brazzaville face aux Congolais de l'AC Léopards (2-0), grâce à deux buts signés Boussouf (32e) et Khacef (83e), le Chabab partira largement favori à la maison face au champion du Congo dimanche soir (20h00).

Le potentiel affiché lors du match aller par le vice-champion d'Algérie va certainement lui permettre de passer, sans encombre, son adversaire et valider facilement son ticket pour le 2e tour préliminaire.

«Il faut toujours se méfier d'une équipe qui a beaucoup d'enthousiasme, beaucoup d'envie et de motivation afin qu'au deuxième match, on soit prêt pour répondre présents encore. Maintenant, on a un peu plus d'informations sur l'adversaire. Et puis, nous devons continuer aussi à progresser, à chercher à s'améliorer à chaque match, donc durant la semaine, on va travailler sur la vidéo et sur le terrain pour essayer d'être encore meilleurs samedi», a affirmé le coach français du CRB Corentin Martins. En cas de qualification, le club de Laâquiba affrontera le vainqueur de la double confrontation entre



le Coton FC (Bénin) et l'AS Douanes (Burkina Faso). Lors du match aller, les deux équipes se sont neutralisées (0-0). Le MC Alger, l'autre représentant algérien dans cette prestigieuse compétition, s'est qualifié après sa victoire décrochée jeudi à domicile face aux Libériens de Watanga FC (2-0). Le «Doyen» s'est imposé en match aller sur le même score de (2-0). En Coupe de la Confédération africaine, le CSC, vainqueur avec maîtrise lors de la première manche disputée à Constantine face aux Rwandais de Police FC (2-0), se ren-

dra à Kigali pour terminer le travail et confirmer ses ambitions dans cette épreuve, à l'occasion du match retour prévu dimanche à l'Arena Bily (14h00).

«Le match retour s'annonce difficile face à un adversaire qui joue bien au ballon, qui a pu créer des occasions chez nous. Nous abordons ce rendez-vous avec la ferme intention de valider notre qualification. Nous n'avons pas eu assez de temps pour se préparer, mais nous allons corriger nos erreurs en prodiguant des conseils à mes joueurs pour être prêts le jour J», a tenu à rassurer l'entraîneur constantinois Kheireddine Madoui. Ce match sera dirigé par un trio arbitral équato-guinéen, conduit par Gerson Adolfo Mico Esono Angona, assisté de ses compatriotes, Anacleto Esono Mundo Nzang Akuru et Jesus Mba Mba Eki. En cas de qualification, le CSC sera opposé au 2e tour préliminaire au vainqueur de la rencontre opposant le FC Nsoatreman (Ghana) au TP Elect Sport (Tchad). Lors du match aller, les Ghanéens l'ont emporté à domicile (3-0). L'autre représentant algérien dans cette compétition, l'USM Alger, est exemptée du 1er tour préliminaire, au même titre que onze autres clubs.

Djibril Ouattara rejoint les Canaris



Le club des Canaris a récemment annoncé l'arrivée de l'attaquant burkinabé Djibril Ouattara, âgé de 25 ans.

Avant de rejoindre la JS Kabylie, Ouattara jouait pour la RS Berkane. Cette nouvelle recrue promet d'apporter un nouvel élan à l'équipe.

Mamadou Traoré Part, Djibril Ouattara Arrive : La JSK en Plein Renouveau

Cette annonce intervient alors que le contrat du meneur de jeu malien Mamadou Traoré a été résilié à l'amiable. La direction des Canaris a

exprimé sa joie sur les réseaux sociaux en accueillant Djibril Ouattara, accompagnée d'une photo du joueur portant le maillot vert et jaune de la JSK.

Cependant, les détails concernant le montant du transfert et la durée du contrat signé par Djibril Ouattara n'ont pas été précisés. En parallèle, la direction de la JSK a également annoncé la résiliation du contrat de Mamadou Traoré. « Nous tenons à remercier ce joueur pour le parcours effectué avec nous et lui souhaitons une bonne continuation avec sa future équipe », a déclaré la direction. Pour rappel, Traoré avait rejoint la JSK lors du précédent mercato, en provenance du Stade Malien de Bamako, avec un contrat de deux ans et demi.

Impact des changements dans l'équipe

Le recrutement de Djibril Ouattara pourrait apporter un nouveau souffle à l'attaque de la Jeunesse Sportive de Kabylie, qui cherche à renforcer son équipe pour la saison à venir. Les supporters espèrent que l'expérience et le talent d'Ouattara contribueront à améliorer les performances du club en Ligue 1. D'autre part, la résiliation du contrat de Mamadou Traoré marque un tournant pour l'équipe, qui doit maintenant se concentrer sur l'intégration de nouveaux joueurs et la construction d'une équipe compétitive. Ces changements dans l'effectif soulignent l'importance de la gestion des joueurs dans le football professionnel. La JSK semble déterminée à s'adapter et à évoluer, en cherchant à maximiser son potentiel sur le terrain. Les prochaines semaines seront cruciales pour observer comment ces ajustements influenceront les performances de l'équipe dans les compétitions à venir.

TENNIS

Badache rejoint l'équipe africaine GSPDP/ITF/CAT

La joueuse algérienne Maria Badache a rejoint l'équipe africaine GSPDP/ITF/CAT des 17 ans et moins pour participer à une série de tournois ITF World tennis tour junior (WTTJ) en Afrique du Sud, du 22 août au 21 septembre, a appris vendredi l'APS auprès de la Fédération algérienne de tennis (FAT). « Dans le cadre du programme de développement (GSPDP), organisé sous l'égide de la Confédération africaine de tennis (CAT) et de la Fédération internationale de tennis (ITF), la joueuse de l'équipe nationale U16 Maria Badache a rejoint l'équipe africaine GSPDP/ITF/CAT », a écrit l'instance fédérale dans un communiqué.

Selon la même source, l'algérienne prendra part à plusieurs tournois internationaux en Afrique du Sud lors de cette tournée. Au total, quatre tournois internationaux sont au programme: J100 à Johannesburg (26 au 31 août), J100 à Pretoria (2 au 7 septembre), J200 à Durban (9 au 14 septembre) et J300 à Durban (14 au 21 septembre). Cette tournée a débuté jeudi avec un camp d'entraînement qui s'étalera jusqu'au 25 août.



TARZAN



20h15

TMC

À la fin du XIXe siècle, le roi des Belges, en manque de liquidités pour financer son armée, envoie un de ses hommes les plus fidèles, Léon Rom, dans les forêts du Congo, à la recherche des diamants d'Opar. Sur son chemin, il trouve le puissant chef Mbonga, qui le somme de ramener un homme, Tarzan. Mais celui-ci, marié à Jane Porter, a renoué avec ses origines aristocratiques. Il vit désormais en Angleterre, sous son nom de naissance, Lord Greystoke, et semble bien peu disposé à retourner en Afrique.

LES PROFS 2



20h10

TF1

Les services secrets britanniques confient une mission aux profs. Ils sont envoyés à Haorthwfulss, le plus célèbre des collèges anglais, où étudie dans le plus grand secret Vivienne Hamilton, la petite fille cachée de Sa Gracieuse Majesté. Parce qu'ils ont sauvé le pire lycée de France, la Reine est intimement convaincue qu'ils pourront faire de la princesse et héritière de la couronne une élève exemplaire. Une distribution de choix pour une comédie familiale fort réjouissante, truffée de gags absurdes.

OPÉRATION PORTUGAL



20h05

2

Hakim, 35 ans, sympathique flic de quartier d'origine marocaine, doit infiltrer la communauté portugaise pour les besoins d'une enquête. Mais peut-on devenir Portugais en trois jours ? Surtout quand on sait qu'en intervention Hakim est une catastrophe ambulante. Sa maladresse et sa malchance transforment ses nombreuses initiatives en cataclysmes. Le parcours atypique de D'jal force la sympathie tout comme la générosité que l'humoriste apporte à ses créations. Ceci étant dit, l'entrain de la vedette et son don évident pour les accents ne suffisent pas et on aurait aimé un scénario un tout petit...

COMMISSAIRE DUPIN
UNE FAMILLE ENDEUILLÉE



20h10

3

Le commissaire Dupin se retrouve confronté à une affaire troublante. Son adjoint Kadeg découvre sa tante Joëlle Contel mourante au bas de son escalier. Alors qu'il tente d'intercepter l'agresseur, Kadeg est violemment frappé et hospitalisé dans un coma artificiel. Dupin, ébranlé par l'état de son collègue, prend en charge l'enquête en solo. Ses investigations le plongent dans l'histoire tourmentée de la famille Contel, marquée par de nombreuses tragédies. Le commissaire doit démêler les fils d'une affaire familiale complexe, tout en gérant l'absence de son fidèle assistant.



LA SELECTION
DE MIDI LIBRE

BIENVENUE À GATTACA



20h00

arte

Dans un futur aseptisé, la science permet de mettre au monde des enfants génétiquement parfaits. Vincent, lui, a été conçu naturellement. Il rêve pourtant de participer à une mission spatiale. Il lui faut, pour cela, entrer à Gattaca, la base d'entraînement des futurs astronautes au patrimoine génétique impeccable. Un jour, Vincent fait la connaissance de Jerome, un ancien champion de natation dont un grave accident a ruiné les espoirs. Ce dernier accepte de louer à Vincent son identité et son capital génétique parfait afin qu'il puisse entrer à Gattaca.

LES 100 LIEUX QU'IL FAUT
VOIR



20h00

5

La vallée de la Loire offre des paysages naturels magnifiques sublimés par les nombreux châteaux qui la jalonnent. C'est dans cette région que de nombreux rois et reines ont vécu durant des siècles. Trois femmes, amoureuses de ces merveilles architecturales, partent à leur découverte, guidées par des spécialistes des lieux. Elles empruntent une montgolfière, un bateau et même une moto pour profiter des panoramas. Elles découvrent notamment le château de Chambord et son parc forestier, le château de Cheverny et son mobilier d'époque ou encore la forteresse royale de Chinon.

CAPITAL



20h10

6

Ils sont de plus en plus de français à craquer pour l'objet permettant de rouler vers la liberté, le camping-car. En 2024, déjà près de 100 000 véhicules neufs ou d'occasion ont été vendus. L'inflation et le prix de l'essence ne décourage pas les aficionados décidés à parcourir les routes au bord de leur maison roulante. Véritable phénomène de société, l'engouement pour les camping-cars n'est pas près de retomber. Dacia le leader automobile propose même un modèle mini assurant le confort d'une maison et la robustesse d'un véhicule.

LES PETITS MEURTRES
D'AGATHA CHRISTIE



20h05

Chérie 25

Shaïtana, un mystérieux collectionneur, éprouve une véritable fascination pour les assassins. De ce fait, il organise un dîner auquel sont invités le commissaire Laurence, son adjointe Marlène et la journaliste Alice Avril, mais aussi quatre inconnus qui avaient été convoqués le matin même au commissariat : un aventurier, une jeune dame de compagnie, un médecin et une riche veuve. D'après Shaïtana, un assassin se cachait parmi eux. Mais au cours de la soirée, l'étrange hôte est retrouvé mort, poignardé... Une intrigue bien menée et bien interprétée, à la fois pleine d'humour et de rebondissements.

Web : www.lemidi-dz.com
MIDI
Quotidien national d'information

Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : publicite@lemidi-dz.com
Rédactrice en chef : Kahina Hammoudi
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.66.22.65
Rédaction : Tél-Fax : 021.66.22.65
Publicité : Tél-Fax : 021.66.22.65
publicite@lemidi-dz.com
Pour vos publicités s'adresser à l'ANEP
01, Avenue Pasteur, Alger
Tél : 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
Email : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression :
Centre : SIA Diffusion : Midi Libre
EURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire :
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16
Adresse : Maison de la presse 1^{er}- Mai Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Fajr	04:35
Dohr	12:50
Asr	16:31
Maghreb	19:25
Icha	20:53

BAGAGES EN SOUTE ET EN CABINE

AIR ALGÉRIE LANCE UN NOUVEAU SERVICE

La compagnie Air Algérie lance une nouvelle prestation concernant le transport de bagages en soute et en cabine. Les clients peuvent payer des bagages supplémentaires à transporter en plus des quotas autorisés. Il s'agit d'un passage du système de poids à celui de pièces qui est en vigueur depuis octobre 2023, explique la compagnie algérienne dans un communiqué rendu public jeudi 22 août. Les voyageurs sur les vols d'Air Algérie sont autorisés à transporter des bagages suivant le prix indiqué sur le billet réservé, avec un poids limité à 23 kilogrammes pour les valises et 5 à 10 kilogrammes pour le sac à main, selon le type d'avion. Dans le cadre de sa nouvelle stratégie marketing et pour un meilleur confort des clients, Air Algérie annonce que ces derniers peuvent désormais acquérir des bagages supplémentaires à des prix « concurrentiels et compétitifs » suivant le poids autorisé sur chaque type d'avion.

Air Algérie lance un service payant de bagages supplémentaires

Le nouveau service est aussi très flexible. Les clients qui ont acquis des bagages supplémentaires et qui n'ont pas utilisé cette option pendant le vol peuvent béné-



ficier du service dans un délai de 12 mois, sans toutefois avoir la possibilité de se faire rembourser les frais engagés, est-il expliqué. La réservation de bagages supplémentaires à transporter peut se faire à travers les agences commerciales d'Air Algérie, le site, l'application et le centre d'appel de la compagnie et les agences privées agréées. S'agissant de la tarification, elle diffère selon que la réservation des bagages sup-

plémentaires, soit faite 24 heures avant le vol ou après ce délai. Le nouveau service concerne également certains équipements spécifiques comme les instruments de musique et les équipements sportifs, dans les mêmes conditions de poids et les mêmes critères appliqués, souligne Air Algérie. Pour les animaux de compagnie, leur poids ne doit pas dépasser 6 kilogrammes en cabine et 23 kilogrammes en soute.

APRÈS LE CARBURANT L'ALGÉRIE OFFRE 40 BOURSES AUX ÉTUDIANTS LIBANAIS

« Après l'aide pétrolière exceptionnelle pour l'électricité libanaise, l'Algérie offre 40 bourses aux étudiants libanais. Merci à l'Algérie pour cette solidarité avec notre pays dans la détresse, et pour aider nos jeunes hommes et femmes à accéder à une formation universitaire diversifiée, surtout à la lumière du retour regrettable de la stratification dans l'enseignement universitaire privé. »

C'est ainsi que le député Bilal Abdullah a commenté, dans un post sur son compte de la plateforme « X ». En effet, l'ambassadeur d'Algérie au Liban, Rachid Belbaki, a remis au ministre libanais de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Abbas Halabi, quarante bourses universitaires destinées aux étudiants libanais dans divers domaines d'études. Lors de l'audience, les deux responsables ont discuté des relations bilatérales dans les domaines de d'éducation et d'enseignement supérieur et examiné les moyens de les renforcer. A l'occasion, le

ministre libanais a exprimé sa « reconnaissance à l'Ambassadeur Belbaki, au Gouvernement algérien, et aux universités » pour avoir offert ces précieuses possibilités aux étudiants libanais. Il a, également, instruit l'administration compétente a entamé la réception des demandes en perspectives de la prochaine année universitaire.

KHENCHELA

Découverte d'une plaque gravée de caractères libyques

Une plaque en pierre gravée d'inscriptions en caractères libyques a été découverte dans la commune de M'sara, dans la wilaya de Khenchela, a indiqué le directeur de wilaya de la Culture et des Arts, Mohamed El Alouani. Cette pierre, datant probablement d'une période ancienne, a été trouvée dans un champ situé dans une exploitation agricole du village de Theniet Laâbar, dans la commune de M'sara, lors d'une opération de labour des terres de cette région ayant connu plusieurs civilisation. Pour sa part le directeur du musée public national des Frères martyrs Boulaâziz, accompagné de responsables de la direction de la Culture et des Arts, s'est rendu sur les lieux pour constater que la pierre découverte « comprend effectivement une inscription libyque remontant à la période Numide ». La pièce mesure 1,30 mètres de long sur 60 centimètres de large. Elle contient quatre lignes d'une écriture utilisant l'ancien alphabet libyque qui était très répandu dans les régions d'Afrique du Nord. La pièce sera exposée au musée public national des Frères martyrs Boulaâziz.

POUR DÉTÉRIORATION D'AFFICHES ÉLECTORALES

Un suspect arrêté à Alger

Les services de sécurité de la wilaya d'Alger, représentés par la 9^e Sûreté Urbaine de Aïn Naâdja, au niveau de la daïra de Bir Mourad Rais, ont interpellé un suspect, accusé d'avoir détruit ou détérioré des affiches électorales liées au scrutin présidentiel du 7 septembre prochain. C'est ce qu'annonce ce samedi un communiqué de la DGSN. Cette affaire a été enclenchée à la suite d'une tournée d'inspection policière au niveau de cette circonscription, visant à sécuriser les panneaux destinés aux collages des affiches électorales des trois candidats. Cette tournée d'inspection a permis de prendre ce suspect la main dans le sac, en train de détruire l'affiche d'un candidat à l'aide de pierres et de bâtons. Pris en flagrant délit, le suspect a été interpellé et placé en garde à vue dans le but de poursuivre les procédures judiciaires liées à cette affaire. Après quoi, le suspect a été déféré devant la justice territorialement compétente, conclut le même communiqué.

ANNABA

Une tentative d'émigration clandestine déjouée

Une tentative d'émigration clandestine par mer vers les côtes italiennes a été déjouée par les garde-côtes d'Annaba. Treize candidats à la traversée illégale, à bord d'une embarcation de fabrication artisanale, ont été interceptées au large du rivage de Sidi Salem. Présentées devant le Parquet du tribunal d'Annaba, elles ont été transférées vers le tribunal d'El-Hadjar dans la même wilaya. Quatre présumés passeurs, sont accusés de trafic d'êtres humains. Ils ont été placés en détention préventive. Le reste du groupe a été placé sous contrôle judiciaire en attendant le procès, dont la première audience a été fixée pour le 25 aout courant. Ces candidats à la hargha, originaires de trois wilayas, en l'occurrence El Tarf, Guelma et Annaba, sont âgés de 21 à 49ans.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

Quatorze décès et 517 blessés en 48 heures

Quatorze personnes sont décédées et 517 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 48 heures à travers plusieurs wilayas du pays, a-t-on indiqué hier un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Sétif et Béjaïa, avec 2 morts dans chaque wilaya, précise la même source. D'autre part, le dispositif de surveillance des plages à procédé à 2820 interventions pour le sauvetage de 2213 personnes de noyade. 457 personnes ont été prises en charge sur les lieux, 145 personnes évacuées vers les hôpitaux, précise le communiqué qui déplore la mort de 6 personnes noyées en mer et une autre au niveau d'une réserve d'eau. En outre, le dispositif de lutte contre les incendies de forêt, maquis et récoltes à procédé durant la même période, à l'extinction de 63 incendies à travers plusieurs wilayas.

Une collision entre deux véhicules fait cinq victimes

La Protection civile rapporte que ses équipes sont intervenues, hier à 7h15, dans une collision entre deux camions et une voiture sur la route nationale numéro 14 dans la wilaya de Mascara. Cet accident a fait 5 blessés avec des blessures diverses, âgés de 37 à 53 ans, qui ont été secourus et transportés à l'hôpital local.